

N° 5014<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à  
participer au financement de la mise en place par le syndicat  
SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via  
Mersch à Junglinster**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(26.11.2002)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 8 août 2002.

Le projet, élaboré par le ministre de l'Intérieur, était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique et des plans du tracé de la conduite d'eau.

L'autorisation demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

La fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat fait défaut.

\*

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et d'adapter l'alinéa 1 de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster.

Cette modification, voire adaptation du coût total de la mise en place de cette conduite d'eau potable s'est avérée nécessaire à cause de plusieurs raisons. Ainsi le caractère du premier projet s'est-il trouvé changé entre-temps pour évoluer d'une conduite purement intercommunale vers un projet d'une importance nationale renforçant et assurant l'approvisionnement en eau potable du pays entier. Une conséquence concrète en a été l'augmentation du diamètre de la conduite pour répondre non seulement aux besoins des régions du Centre et de l'Est, mais encore de la Ville de Luxembourg et du Sud du pays. De même, le tracé initial a été réétudié ensemble avec les autres administrations et services de l'Etat aux fins d'en réduire l'impact sur l'environnement. Ce faisant, le tracé s'est vu allongé d'à peu près 32 kilomètres. Enfin, le passage de grands ouvrages tels que le chemin de fer à Mersch et la Route du Nord ont eu un effet non négligeable sur le coût final du projet.

Les raisons exposées ci-avant ont eu pour résultat de porter le coût de l'avant-projet détaillé à 24.118.069 euros (972.920.495 LUF).

Le Conseil d'Etat constate une hausse sensible de l'intervention financière de l'Etat qui se trouve portée à plus du double de l'aide initiale en passant de 6.200.000 euros à 13.279.265 euros. De tels dépassements sont inacceptables et à éviter à tout prix à l'avenir par des études, des recherches et des devis estimatifs sérieux et réalistes. Le Conseil d'Etat, vu l'importance de l'approvisionnement en eau potable du pays, marque néanmoins son accord avec le projet de loi sous avis dont l'article unique ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 novembre 2002.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Marcel SAUBER

